L’école et les marchands

Ce pourrait être le titre d’une fable de La Fontaine, mais non, c’est celui d’une chronique de la marchandisation du système éducatif, déjà bien avancée et qui se poursuit tranquillement, sans soulever dans les média dominants beaucoup de polémique ou de débat.
Les marchands sont déjà entrés à l’école par les ordinateurs et logiciels que nous utilisons maintenant touTEs, à des degrés divers. Le 12 mai dernier, à quelques semaines du changement de gouvernement, une consigne de la Direction du numérique pour l’éducation (DNE) du ministère de l’Education nationale mettait à disposition des GAFAM les données personnelles et scolaires des élèves et des enseignantEs. Durant l’été, la FCPE, la PEEP, la LDH, la Ligue de l’Enseignement, avec d’autres associations, avaient interpellé le ministre Blanquer dans une lettre commune s’appuyant notamment sur un communiqué de la CNIL. Mais cette lettre est restée sans réponse.

Depuis l’an dernier les marchands entrent à l’école aussi par le recrutement et la formation. L’association Teach for France, filiale française de la multinationale Teach for All, a signé en effet sa première convention avec l’Education Nationale et l’Académie de Créteil. Celle-ci entre dans sa deuxième année scolaire d’application, la campagne de recrutement pour la deuxième “promo” est actuellement ouverte. C’est tout un système parallèle à l’Éducation Nationale qui se met en place. Il s’agit de privatiser le recrutement de contractuelLEs, engagéEs pour deux ans, mais aussi l’accompagnement et la formation, ou plutôt le formatage par “une machine de diffusion de l’idéologie de marché”, pour reprendre le mot de Maria Noland dans un article d’août 2017 de L’Humanité. Pour l’instant une seule académie a signé cette convention, 60 candidatEs se sont présentéEs devant un jury composé en partie de cadres de grandes entreprises, 29 ont été retenuEs. On peut facilement en prévoir la diffusion dans d’autres académies, quand on sait que les dirigeants de Teach For France sont des proches du pouvoir actuel, comme Laurent Bigorne, qui dirige aussi l’Institut Montaigne.
Sur le site de Teach For France, on peut lire : “Les performances globales du système éducatif ne sont pas à la hauteur des investissements croissants qui sont consentis”.
Dans un langage plus direct, Pierre Gattaz et le MEDEF ne disent pas autre chose dans leur slogan “Si l’école faisait son travail j’aurai un travail”. La formule a soulevé l’indignation et le ministre Blanquer a été obligé d’intervenir. Pourtant, le “Grand Plan d’Investissement” présenté par Édouard Philippe le 25 septembre présente un argumentaire étrangement voisin de celui de Teach For France. Ainsi dans la deuxième priorité “Compétences et emploi” du Grand Plan il est prévu d’investir ” en faveur de la formation des maîtres et des professeurs, sur une logique d’appel à projet […]. L’enjeu est d’autant plus grand que l’enseignement est appelé à être profondément transformé par les développements du numérique.”

Notons bien qu’il ne s’agit pas de partager les richesses produites pour financer le droit à une éducation émancipatrice pour touTEs, à la poursuite d’études de son choix, ou de s’organiser, de se former aux pédagogies coopératives, pour lutter contre l’échec scolaire. Non, il s’agit d’investir, c’est-à-dire d’assurer une dépense qui rapportera des bénéfices. On pourrait se dire naïvement que l’éducation cela ne rapporte pas. Ce serait oublier que par exemple la communication de millions de métadonnées concernant élèves, parents et enseignantEs, ouvre un immense marché publicitaire aux nombreuses entreprises privées (maisons d’édition, cours privés de soutien scolaire, multinationales américaines du GAFAM, …) qui travaillent déjà sur le marché de l’éducation. Ce serait aussi oublier que pour la société capitaliste, endoctriner les jeunes avec la “culture de l’entreprise”, pour en faire une main d’œuvre “flexible”, c’est-à-dire précaire à vie, non seulement docile mais encore consentante, cela peut “rapporter gros”.

Raymond Jousmet, 26 septembre 2017